

DIAL 2578

AMÉRIQUE LATINE - Progrès démocratiques et développement : Le point de vue du PNUD sur l'Amérique latine

Gustavo Gonzalez

dimanche 1er septembre 2002, mis en ligne par [Dial](#)

Dans son Rapport sur le développement humain 2002, le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) traite particulièrement des progrès et défis en matière de démocratie et de leurs rapports aux problèmes du développement. Dans l'article ci-dessous, en provenance d'[IPS](#), 24 juillet, Gustavo Gonzalez présente ce que dit le rapport à ce sujet pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Au cours de la dernière décennie l'Amérique latine a enregistré des progrès en matière de démocratisation, bien que limités en raison de la persistance des inégalités sociales et d'institutions héritées des dictatures passées, selon le Rapport sur le développement humain 2002 présenté le mercredi 24 juillet par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement).

Actuellement, 94,9 % de la population de l'Amérique latine et des Caraïbes vivent dans des pays ayant des systèmes électoraux avec multipartisme, selon le rapport du PNUD qui a pour titre cette année : *Approfondir la démocratie dans un monde fragmenté.*

Dans les seuls pays industrialisés qui font partie de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), 100 % de la population vit dans des systèmes à partis multiples. Le PNUD a élaboré son calcul pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur la base de la situation de vingt-six pays parmi lesquels seul Cuba possède un système politique dans lequel le parti communiste au pouvoir est le seul parti autorisé à s'exprimer.

Le Rapport sur le développement humain 2002, rendu public dans différentes capitales, a été présenté à Santiago du Chili au cours d'une cérémonie spéciale par le représentant du PNUD, Thierry Lemaesquier. Le taux de 94,9 % de la population vivant dans des systèmes où existe le multipartisme en Amérique latine et aux Caraïbes peut être avantageusement comparé avec la moyenne mondiale de 65,8 %. En Afrique sub-saharienne, la proportion est de 77,2 %, dans le monde arabe elle est de 48,5 %, en Asie orientale et dans le Pacifique elle est de 22 % et en Asie méridionale de 85,5 %. Et 88 % de la population de l'Europe centrale et orientale et de la Communauté des États indépendants (l'ancienne Union soviétique) vit sous les régimes dotés de systèmes à partis multiples.

Les systèmes d'organisation politique dans les États sont un des paramètres avec lesquels l'ONU a observé les tendances à la démocratisation, qui montrent une baisse manifeste des régimes autoritaires qui sont passés de 67 en 1985 à 26 en 2000. Selon Mark Malloch Brown, administrateur du PNUD, « la politique est aussi importante que l'économie pour le succès du développement », et vaincre la pauvreté exige une croissance équitable, mais aussi que les pauvres aient le pouvoir politique.

L'exhortation du PNUD « à mettre en place des formes solides et profondes de gouvernabilité démocratique à tous les niveaux de la société » rencontre en Amérique latine des obstacles liés aux inégalités de revenus, aux inégalités de genre [1] et aux inégalités sociales. Il y a aussi des défaillances en matière d'accès à l'éducation ou à la santé et un manque de participation des secteurs les plus pauvres aux décisions.

Néanmoins, le panorama qu'offre la région est positif en comparaison du paysage politique des années 80 lorsqu'il y avait quantité de dictatures militaires. Le rapport de l'ONU attire l'attention, parmi les défis pour consolider la gouvernabilité démocratique, sur la nécessité de dépasser les institutions et les lois héritées des régimes autoritaires, comme c'est le cas au Chili avec les sénateurs désignés à vie qui échappent au vote populaire. Les conflits sociaux et politiques, qui sont hérités des violations massives des droits humains ont été affrontés de manière positive dans différents pays latino-américains moyennant la création de Commissions de la vérité dont l'exemple s'est répandu en Afrique, souligne le rapport. La protestation publique face aux scandales politiques, qui, au Pérou, a mis fin en l'an 2000 au régime « chaque jour plus autoritaire » d'Alberto Fujimori, est retenue par l'ONU comme un exemple de la complexité des transitions politiques. L'indépendance de l'organisme électoral au Mexique, ainsi que les expériences de participation populaire dans les pouvoirs locaux, comme à Porto Alegre au Brésil, sont autant d'exemples annonciateurs de manifestations institutionnelles variées en provenance de la base, qui influent sur la démocratisation des États et des sociétés latino-américaines.

Dans son rapport, le PNUD refuse le point de vue des dirigeants autoritaires qui veulent sacrifier la démocratie sur l'autel de la croissance économique et du progrès social, car il n'y a aucune preuve que cette formule soit valide. Le rapport indique que la meilleure démonstration en est que « le Costa Rica, la démocratie la plus stable d'Amérique latine, a atteint 1,1 % de croissance annuelle per capita entre 1975 et 2000, plus rapidement que la moyenne régionale qui fut de 0,7 %. Le Costa Rica, ajoute le PNUD, peut s'enorgueillir d'avoir la distribution la plus équitable d'Amérique latine en matière de revenus, d'instruction et de santé. »

- **Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2578.**

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : [IPS](#), 24 juillet 2002.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Homme-femme.